



COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (« FMI »)



ELÉMENTS DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU MALI

*MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
PRÉSENTÉ PAR MADAME BOUARE FILY SISSOKO*

Bamako, 9 janvier 2014



Section	Page
1. LE MALI EN CHIFFRES	3
2. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	4
3. LES FREINS À UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FORTE ET INCLUSIVE: PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ	5
4. RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES	7
5. RÉFORMES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	9
6. PERSPECTIVES	11





1. LE MALI EN CHIFFRES

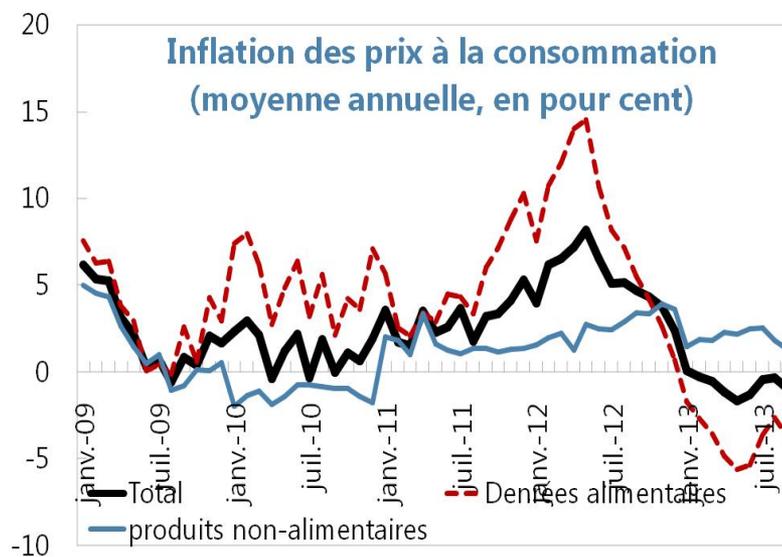
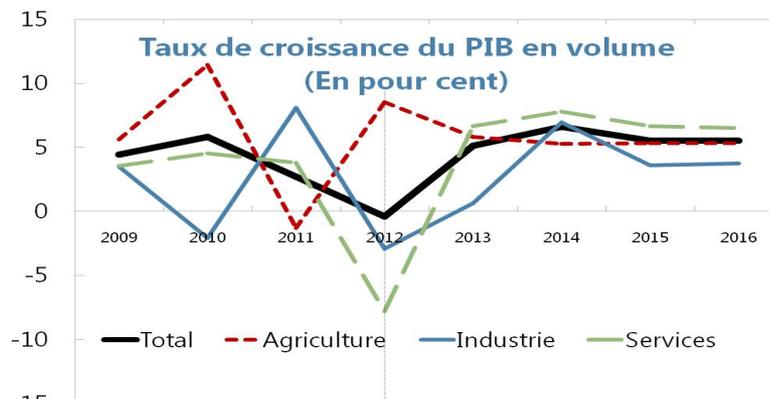
DONNÉES	CHIFFRES CLÉS
Superficie	1 240 192 km²
Population	15,40 millions d'habitants
Accroissement naturel de la population	3,60 %
Indice de fécondité	6,35 enfants par femme
Taux de croissance	5,1% en 2013
PIB par habitant	366 364 FCFA en 2013
Taux de pauvreté	42,7% en 2012
Indice de développement humain	0,344 (rang 182^{ème} sur 186 pays) en 2012
Indice de la perception de la corruption	34 (rang 105^{ème} sur 157 pays) en 2012
Classement <i>Doing Business</i>	155e sur 189 pays en 2013



2. EVOLUTION DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



- La Croissance économique est de retour. **En 2013, la croissance réelle du PIB devrait reprendre pour atteindre 5,1 %** contre une croissance négative de 0,4% 2012. Il est attendu **en 2014 un taux de croissance de 6,6%**.
- Cette reprise en 2013 est imputable à la croissance attendue dans presque tous les secteurs de l'économie à la suite de l'amélioration de la situation sécuritaire et de la reprise de l'aide.
- **L'inflation baisse et devrait se situer à moins de 1% .**
- Au plan budgétaire, en 2013 le solde budgétaire est projeté à -0,3% contre -0,7% en 2012 en raison de la reprise de l'aide . **En 2014, l'objectif de solde budgétaire est de 0,6%.**



3. FREINS À UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FORTE ET INCLUSIVE: PROBLÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ



- **Les coûts des facteurs de productions sont élevés notamment l'énergie et les hydrocarbures;**
- **La croissance économique tributaire du secteur primaire qui reste fortement dépendant des variations climatiques;**
- **La faible qualité des infrastructures notamment dans le domaine des transports;**
- **La vulnérabilité de l'économie face aux fluctuations des cours des principaux produits d'exportations, l'or et le coton;**
- **La lourdeur du cadre des affaires**





Le financement de l'économie reste faible:

SECTEUR PUBLIC

- ✓ Le taux de pression fiscale de 14,7%, inférieur à la norme communautaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de 17%, ne permet pas de soutenir un effort d'investissement élevé dans la durée;
- ✓ Le plafond d'endettement limite les investissements productifs;

SECTEUR PRIVÉ

- ✓ Malgré quelques progrès l'environnement des affaires reste peu favorable au développement du secteur privé et l'accès au financement reste une préoccupation.



4. RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES



a. Réformes fiscales

- Poursuivre la réduction progressive des exonérations;
- Améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA;
- Poursuivre le contrôle multidisciplinaire à travers les croisements de données;
- Améliorer le système d'enregistrement des contribuables au niveau des impôts (SIGTAS);
- Améliorer la gouvernance au sein de la DGI en vue d'une meilleure performance;
- Améliorer les performances de la DGD;
- Poursuivre la modernisation de la DNDC et la DGABE.



4. RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES (SUITE)



b. Réformes Budgétaires

- Transcription dans la législation et la réglementation maliennes les directives N° 01 et N°05 à 10/2009 de l'UEMOA relatives au code de transparence, aux lois de finances, à la comptabilité publique, à la nomenclature budgétaire, au plan comptable de l'État et au Tableau des opérations financières de l'État (TOFE);
- Poursuivre la réforme du Compte unique du Trésor (CUT) à la BCEAO;
- Améliorer la gestion de la trésorerie;
- Assurer la viabilité de la dette à travers la redynamisation du Comité National de la dette publique.





a. Amélioration du système de Contrôle

- Développer l'approche du contrôle par les risques;
- Accélérer la mise en œuvre de la stratégie nationale de contrôle interne;
- Accélérer la production et audit des comptes annuels de l'État (Loi de règlement: 2010 adoptée par l'AN, 2011 approuvée par le Gouvernement et en 2012 en cours d'approbation par le Gouvernement);
- Renforcer les capacités de la Cour Suprême notamment la section des comptes
- En perspective, les réflexions sont en cours pour rationaliser les missions de contrôle et les sphères de compétence des inspections Ministérielles pour mettre fin à la redondance de contrôle notamment en matière de contrôle de la comptabilité des deniers et la comptabilité des matières.





b. Lutte contre la corruption et la délinquance financière

- Améliorer la gestion et la transparence dans la gestion des finances publiques
- Assurer la mise en œuvre des recommandations des rapports de contrôle et d’audit du BVG et des autres structures de contrôle de l’Administration.
- Reforme la justice





6. PERSPECTIVES

- ✓ Améliorer la collecte des ressources intérieures (0,5%)
- ✓ Mobiliser le financement extérieur notamment les annonces de Bruxelles (660 milliards de FCFA d'engagement à la date du 31 décembre 2013, dont 80% de dons sur une annonce globale de 3 285 milliards de FCFA);
- ✓ Améliorer les recettes d'exportations à travers la diversification de l' Economie (collecte des recettes des industries extractives)
- ✓ Audit de la chaine de la dépense
- ✓ Opérationnalisation des recommandations issues du rapport dévaluation de l' exécution des dépenses militaires
- ✓ Améliorer le climat des affaires
- ✓ Progrès en matière de gouvernance économique et de reforme de la justice





Merci de votre attention!

